

MISSION PERMANENTE  
DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES,  
DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE  
ET DES AUTRES  
ORGANISATIONS INTERNATIONALES  
GENÈVE



PERMANENT MISSION  
OF THE REPUBLIC OF CAMEROUN  
TO THE UNITED NATIONS OFFICE,  
THE WORLD TRADE ORGANIZATION  
AND TO OTHER  
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS  
GENEVA

23, AVENUE DE FRANCE  
1202 GENÈVE - SUISSE  
TÉL. 022 787 50 40 - FAX 022 736 21 65

Genève, le - 3 SEP. 2020

N° 162 /NV/MPCG/MC/S3 *A*

La Mission Permanente de la République du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres Organisations Internationales à Genève, présente ses meilleurs compliments au Service des Procédures Spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et,

Se référant à la lettre N° *UA CMR 2/2020 du 07 juillet 2020* par laquelle a été transmis à l'Etat du Cameroun l'appel urgent conjoint des procédures spéciales envoyé par le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; le Groupe de travail sur la détention arbitraire ; le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ; le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités ; et la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, conformément aux résolutions 34/19, 42/22, 36/6, 34/18, 34/5, 34/6 et 40/16 du Conseil des droits de l'homme,

A l'honneur de le prier de bien vouloir transmettre à leurs légitimes destinataires la réponse y relative, ci-joint, de l'Etat du Cameroun.

La Mission Permanente de la République du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres Organisations Internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Service des Procédures Spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), les assurances de sa parfaite considération. *A*

P.J. : 01 dossier

Service des Procédures Spéciales  
Haut-Commissariat des Nations Unies aux  
droits de l'homme  
Palais Wilson  
Rue des Pâquis 52



OHCHR REGISTRY

- 7 SEP 2020

Recipients : ..... *SPB* .....

.....  
.....  
.....

RÉPUBLIQUE DU  
CAMEROUN  
*Paix – Travail - Patrie*

-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace – Work - Fatherland*

-----

**REPONSE DE L'ETAT DU CAMEROUN A L'APPEL CONJOINT DES PROCEDURES  
SPECIALES SUR LES CAS DE NJOKA KINGSLEY FOMONYUY ET DE SAMUEL  
AJIEKAH ABUWE alias « Samuel WAZIZI »**

*Septembre 2020*

1. Par correspondance du 07 juillet 2020, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Groupe de travail sur les disparitions forcées, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des Droits de l'Homme, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, et la Rapporteuse spéciales sur la promotion et la protection des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ont transmis à l'Etat du Cameroun un Appel urgent conjoint au sujet de la situation de Messieurs **NJOKA Kingsley FOMONYUY** et **Samuel AJIEKAH ABUWE alias Samuel WAZIZI**.
2. Les titulaires de mandat indiquent avoir reçu des informations concernant des allégations de disparition forcée, torture, décès en détention de **M. Samuel AJIEKAH ABUWE alias Samuel WAZIZI** du 02 août 2019 au 5 juin 2020 ainsi que la détention arbitraire et la disparition forcée de **M. NJOKA Kingsley FOMONYUY** le 15 mai 2020.
3. Le présent mémoire comporte les éléments de réponse de l'Etat du Cameroun aux préoccupations soulevées s'agissant de la situation de ces deux personnes dont il y a d'emblée lieu de signaler qu'elles ont été interpellées en raison des soupçons (indices) d'accointance avec les groupes séparatistes sécessionnistes basés dans les Régions Nord-ouest et du Sud-Ouest.

#### I- SUR LE CAS DE NJOKA KINGSLEY FOMONYUY

4. Il est allégué que le nommé **NJOKA Kingsley FOMONYUY** ferait l'objet d'une détention arbitraire et de disparition forcée depuis le 15 mai 2020.
5. Il n'en est rien. En réalité, ce dernier a été arrêté à Douala le 15 mai 2020 par la Brigade des Recherches de Bonabéri avant d'être transféré au Service Central des Recherches Judiciaires de la Gendarmerie Nationale à Yaoundé dont la compétence s'étend à l'ensemble du pays. Il était en effet soupçonné d'être le coordonnateur de l'action de plusieurs groupes *WhatsApp* pro sécessionnistes dont l'un (Groupe "BUI WARRIORS") basé à KUMBO, sa ville natale. Les indices révélaient que son activité a contribué dans la démobilisation des jeunes ayant résolu de répondre favorablement à l'offre de paix du Chef de l'Etat<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Il y a lieu de relever qu'après sa réélection à la tête de l'Etat et à l'occasion de son discours d'investiture le 06 novembre 2018, le Président de la République a fait une offre de paix consistant pour les personnes impliquées dans les groupes armés sécessionnistes à déposer les armes contre leur intégration dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration.

6. Dans le cadre de l'enquête ouverte, il a été gardé à vue jusqu'au 11 juin 2020 (**ANNEXE 1**).
7. Après l'enquête préliminaire, l'intéressé a été déféré au Parquet près le Tribunal Militaire de Yaoundé le 11 juin 2020. Une information judiciaire a été ouverte contre lui pour des faits de sécession et complicité de bande armée (**ANNEXE 2**). Il a été inculpé desdits faits (**ANNEXE 3**), puis placé sous mandat de détention provisoire à la Prison Centrale de Yaoundé le même jour (**ANNEXE 4**).
8. Le 14 juillet 2020, il a été interrogé au fond par le Juge d'instruction en présence de ses Avocats [REDACTED] et [REDACTED]. Avant cet interrogatoire, et comme prescrit par la loi, le dossier a été mis à la disposition des quatre conseils constitués pour sa cause (**ANNEXE 5**). Outre les deux conseils déjà cités, les deux autres sont [REDACTED] et [REDACTED].
9. **Les allégations de disparition forcée manquent donc de fondement. L'intéressé est en détention provisoire à la Prison Centrale de KONDENGUI à Yaoundé. Il y est placé dans le cadre d'une procédure régulière conduite dans le respect des droits de la défense, pour des infractions prévues par la loi.**

**II- SUR LE CAS DE M. SAMUEL AJIEKAH ABUWE ALIAS SAMUEL WAZIZI**

10. Le nommé **M. Samuel AJIEKAH ABUWE alias Samuel WAZIZI** a été interpellé le 03 août 2019 pour son appartenance présumée aux groupes terroristes par le Commissariat de Sécurité Publique du 3<sup>ème</sup> Arrondissement de Buea. Il a été ensuite transféré le 07 août 2019 à la 21<sup>ème</sup> Brigade d'Infanterie Motorisée et au 21<sup>ème</sup> Bataillon d'Infanterie Motorisé de la même ville. Le 13 août 2019, il a été transféré à la Division de la Sécurité Militaire de Yaoundé. A cause de son état de santé chancelant, il a été admis à l'Hôpital Militaire de Yaoundé où il est décédé le 17 août 2019.
11. Les allégations relatives au traitement des deux requêtes en *habeas corpus* introduites devant le Tribunal de Grande Instance du Fako ne rendent pas compte de la réalité.
12. En effet, le 13 août 2019, une requête aux fins d'*habeas corpus* a été introduite devant le Tribunal de Grande Instance du Fako par [REDACTED], agissant pour le compte de **Samuel WAZIZI** et [REDACTED]. Ce dernier a indiqué par la suite, dans son *affidavit*, agir également comme Conseil de **Samuel WAZIZI** dans la cause.

13. Enrôlée à l'audience du 23 août 2019, l'affaire a été renvoyée au 3 septembre pour notification au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Buea. Après accomplissement de cette formalité, le Procureur de la République a formulé une objection préliminaire sur la qualité des parties. Il a argué de ce que [REDACTED] ne pouvait cumuler les qualités de victime alors qu'il n'était pas privé de liberté, et celle de Conseil de **Samuel WAZIZI**. Il s'est par la suite interrogé sur la légalité de l'inclusion du Procureur Général comme défendeur dans la cause.
14. Vidant sa saisine, le 17 octobre 2019, le juge de l'*habeas corpus* a rejeté la requête au regard notamment de ces irrégularités formelles et compte tenu de l'absence de précisions sur l'identité complète de la victime présumée (**ANNEXE 6**).
15. La deuxième requête aux fins d'*habeas corpus* a quant à elle été introduite le 13 novembre 2019. Après plusieurs renvois utiles, le juge a vidé sa saisine le 09 juin 2020. Il a déclaré l'action irrecevable compte tenu du fait que la victime présumée n'était pas détenue dans son ressort au moment de l'introduction de l'instance (**ANNEXE 7**).
16. **Au total, pour faire la lumière sur les circonstances de l'arrestation et du décès de Samuel AJIEKAH ABUWE alias Samuel WAZIZI, une enquête conjointe de la Gendarmerie nationale, de la Police et de l'Administration territoriale a été ouverte sur très hautes directives du Président de la République. Les résultats de ladite enquête permettront de dégager les responsabilités./-**

## **LISTES DES ANNEXES**

**ANNEXE 1** : Procès-verbal de cessation de Garde à vue du 11 juin 2020.

**ANNEXE 2** : Ordonnance à fin d'informer du 12 juin 2020

**ANNEXE 3** : Procès-verbal de première comparution du 12 juin 2020

**ANNEXE 4** : Mandat de détention provisoire du 12 juin 2020

**ANNEXE 5** : Avis d'interrogatoire et de mise à disposition du dossier

**ANNEXE 6** : *Habeas Corpus* Application, Ruling of 05 November 2019

**ANNEXE 7** : *Habeas Corpus* Application, Ruling of 9 June 2020.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie GENDARMERIE NATIONALE DIRECTION DE L'EMPLOI ET DES STRUCTURES SERVICE CENTRAL DES RECHERCHES JUDICIAIRES	ENQUETE DE FLAGRANCE PROCES VERBAL DE CESSATION DE LA GARDE A VUE	Cadre réservé au destinataire	
[REDACTED]	[REDACTED]	N° de page 08	N° de feuillet 1/1

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE ONZE DU MOIS DE JUIN A DOUZE HEURES TRENTE MINUTES.

Nous soussignés, [REDACTED], Chef d'Escadron et Chef du Service Central des Recherches Judiciaires à la Gendarmerie Nationale,

**Officier de Police Judiciaire, Auxiliaire du Commissaire du Gouvernement**

Assistés du Lieutenant [REDACTED] et de l'Adjudant-chef [REDACTED], tous du même service.

Officiers de Police Judiciaire, Auxiliaires du Commissaire du Gouvernement.

Et de [REDACTED], interprète ad hoc requis la langue anglaise.

Agissant dans le cadre de l'enquête flagrance ouverte contre : **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA,**

Pour : actes de terrorisme, financement des actes de terrorisme, apologie des actes de terrorisme.

Vu les articles 79, 81 à 92, 103 à 114 et 183 du C.P.P.

Agissant/Acting: Dans le cadre de l'enquête ouverte sur instructions de la Hiérarchie.

Nous trouvant : à notre bureau.

Notifions à monsieur / Hereby inform : **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA,**

Né(e) le/ Born on : 26 mars 1975 à KUMBO.

Arrondissement d'origine/ subdivision of : KUMBO.

Département/ division of : BUI.

Fils de / Son/daughter of: [REDACTED].

Et de : [REDACTED].

Domicile (e) à / Resident at: Douala au quartier BONABERI.

Profession/ of the profession of: Journaliste.

Nationalité/Nationality: Camerounaise.

Marié /Married and having : père de 04 enfants.

Antécédent judiciaire/ Criminal record : se dit jamais condamné.

Décoration/ Néant

Adresse/Address: [REDACTED]

Notifions au susnommé qu'en raison de son déferrement, nous mettons un terme à sa garde à vue pour sa conduite devant le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Militaire de Yaoundé.

Après lecture faite par moi des renseignements d'état-civil et de la déclaration ci-dessus je persiste et n'ai rien à y changer, à y ajouter ou à y retrancher.

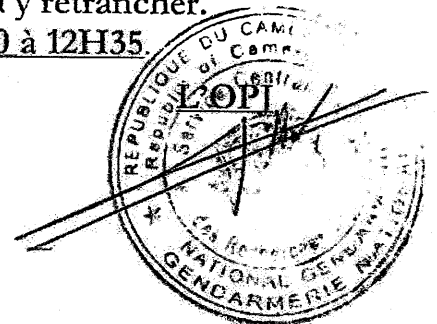
Fait et clos à Yaoundé, le 11/06/2020 à 12H35.

Le suspect

Les Assistants

*[Signature]*  
*Kingsley F. Njoka*

*[Signature]*



REPUBLICQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
MINISTERE DE LA DEFENSE  
DIRECTION DE LA JUSTICE  
MILITAIRE

TRIBUNAL MILITAIRE DE YAOUNDE  
CABINET D'INSTRUCTION N°5  
DOS N°005/CI/DAT/20

1/2  
REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND  
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC  
MINISTRY OF DEFENCE  
DEPARTMENT OF MILITARY JUSTICE

YAOUNDE MILITARY COURT  
5 EXAMINING MAGISTRATE'S CHAMBER  
ORD N° /DAT/20

### ORDONNANCE A FIN D'INFORMER

L'an deux mil **VINGT** et le **DOUZE** du mois de **JUIN** ;

Nous, [REDACTED], Juge d'Instruction au Tribunal Militaire de Yaoundé ;

Assisté de [REDACTED], Sous-lieutenant, Greffier d'Instruction ;

Vu les articles 2, 143, 144, 147 et 164 du CPP ;

Vu la Loi n°2017/012 du 12 juillet 2017 portant Code de Justice Militaire ;

Vu les réquisitoires introductif d'instance n°315/RII/CG/TMY du 12 JUIN 2020 de monsieur le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Militaire de Yaoundé ;

Vu la procédure suivie contre :

**KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA** : Né le 26 Mars 1975 à **KUMBO**, fils de [REDACTED] et [REDACTED], Journaliste, domicilié à Douala (BONABERI), Déféré ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal n° **1086** du **30 MAI 2020** Du service central des recherches, les indices suffisants contre le susnommé d'avoir à DOUALA, ressort judiciaire du Tribunal Militaire de céans, courant 2014, en tout cas dans le temps légal des poursuites :

-entrepris de quelque manière que ce soit de porter atteinte à l'intégrité du territoire ;

- Dans les mêmes circonstances de lieu et de temps que ci-dessus spécifiés, de s'être rendu complice des infractions de [REDACTED] et de bande armée notamment en fournissant des informations à un groupe sécessionniste ;

Faits prévus et réprimés par les articles 74, 97, 111 et 115 du Code pénal ;

Attendu que dans le cas d'espèce, l'action publique n'est pas éteinte par l'un des éléments visés à l'article 62 du Code de Procédure Pénale ;

**PAR CES MOTIFS**

Ordonnons qu'une information judiciaire soit ouverte contre le susnommé en raison des infractions ci-dessus visées ainsi que pour tous crimes et délits connexes ;

Rendue en notre cabinet les mêmes jour, mois et an que ci-dessus.

**LE JUGE D'INSTRUCTION**

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains some illegible text, likely the name of the court or the judge. The signature is a complex, cursive scribble.

I/3

MINISTERE DE LA DEFENSE  
DIRECTION DE LA JUSTICE  
MILITAIRE  
TRIBUNAL MILITAIRE DE  
YAOUNDE  
**DOS N°06/CI/DAT/20**

**PROCES VERBAL DE PREMIERE COMPARUTION**

L'an deux mil **VINGT** et le **DOUZE** du mois de **JUIN** ;

Nous, [REDACTED], Juge d'Instruction au Tribunal Militaire de Yaoundé ;

Assisté de [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED], Sous-lieutenant, Greffier d'instruction ;

Vu les articles 167 et suivants du CPP ;

Vu Le réquisitoire introductif d'instance n°315/RII/CG/TMY du 12 Juin 2020 de Monsieur le Commissaire du Gouvernement;

Vu l'information judiciaire ouverte contre : **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA**;

Faisons comparaître la personne ci-après dénommée, laquelle interrogée a répondu comme suit:

Je me nomme : **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA** : Né le 26 of Mars 1975 à **KUMBO**, fils de [REDACTED] et [REDACTED], Journaliste, domicilié à Douala (BONABERI), Déféré ;

Informons l'intéressé qu'il est inculpé s'être à DOUALA, ressort judiciaire du Tribunal Militaire de céans, courant 2014, en tout cas dans le temps légal des poursuites :

-entrepris de quelque manière que ce soit de porter atteinte à l'intégrité du territoire ;

- Dans les mêmes circonstances de lieu et de temps que ci-dessus spécifiés, de s'être rendu complice des infractions ~~de~~ de bande armée notamment en fournissant des informations à un groupe sécessionniste;

Faits prévus et réprimés par les articles 74, 97, 111 et 115 du Code pénal ;

**L'AVISONS:**

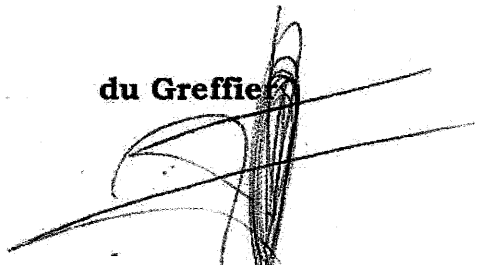
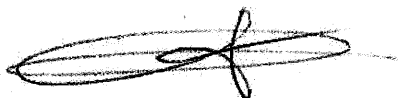
-Qu'il est, devant le juge d'instruction et qu'il ne peut plus être entendu par un officier de police judiciaire sur les mêmes faits, sauf commission rogatoire ;

Visa : du Juge

du Greffier

de l'Inculpé

9



- Qu'en cas de charges réunies, il sera renvoyé devant le tribunal compétent pour être jugé ;
- Qu'il est libre de ne faire aucune déclaration ;
- Qu'il a le droit de se défendre seul ;
- Ou de se faire assister par l'Avocat/mandataire de son choix ;

**REPONSE DE L'INCULPE :**

Je nie les faits qui me sont reprochés ;

Je reconnais les faits qui me sont reprochés ;

Je fais le choix de Me J. vous donnerai son nom.

Je me défendrai tout seul ;

Je réserve ma décision ;

**INFORMONS L'INCULPE QUE:**

- Nous le plaçons sous mandat de détention provisoire ;

-Nous le laissons en liberté avec caution/cautionnement

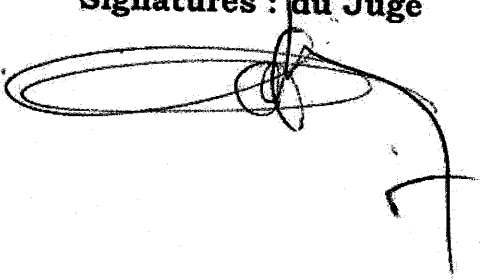
- Nous le laissons en liberté ;

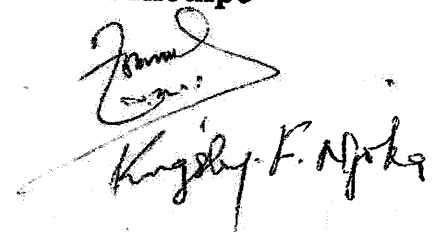
Lecture et traduction faites, l'inculpé persiste et signe avec nous et le Greffier.

**Signatures : du Juge**

**du Greffier**

**de l'Inculpé**





DOS N°006/DAT/2020

**MANDAT DE DETENTION PROVISOIRE**

(REMAND WARRANT)

L'an deux mil **VINGT**, le **Douze** du mois de **Juin** ;

Nous, [REDACTED], juge d'instruction au Tribunal Militaire de Yaoundé ;  
Assisté de [REDACTED], Sous-lieutenant, Greffier d'instruction ;

Vu les articles 11, 12, 15, 26, 218, 219, 220, 221 et suivants du CPP ;

Vu l'article 7 et suivant de la loi n°2008/015 du 29 décembre 2008 portant organisation judiciaire Militaire et fixant les règles de procédure applicables devant les Tribunaux Militaires ;

Vu l'information judiciaire ouverte contre :

**KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA** : Né le 26 Mars 1975 à KUMBO, fils de [REDACTED] et [REDACTED], Journaliste, domicilié à Douala (BONABERI), Déféré ;

**Inculpé de**: Sécession et Complicité de bande armée ; faits prévus et réprimés par les articles **74, 97, 111 et 115** du Code Pénal ;

Mandons et ordonnons à Monsieur le chef d'escorte de conduire le susnommé et de le déposer à la **Prison Centrale de Yaoundé** ;

Enjoignons au Régisseur de ladite prison de le recevoir et de détenir jusqu'au **12 Décembre 2020** ;

Date à laquelle il le présentera sous bonne escorte à notre cabinet à 09 heures précises.

**LE JUGE D'INSTRUCTION**

[Signature and Stamp of the Examining Magistrate]

117

**AVIS D'INTERROGATOIRE ET DE MISE A DISPOSITION  
DU DOSSIER DE PROCEDURE AU CONSEIL**

Nous, [REDACTED], Juge d'Instruction au Tribunal Militaire de YAOUNDE ;

Vu les articles 171, 172 et 173 du Code de Procédure Pénale ;

Vu l'information judiciaire ouverte contre : **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA** ;

**Inculpé de**: Sécession et Complicité de bande armée ; faits prévus et réprimés par les articles **74, 97, 111 et 115** du Code Pénal;

**Avons l'honneur de convoquer :**

[REDACTED] Avocat au Barreau du Cameroun,  
[REDACTED], Avocat au Barreau du Cameroun,  
[REDACTED], Avocat au Barreau du Cameroun,

Constitués pour la défense des intérêts de **KINGSLEY FOMUNYUY NJOKA** ;

A l'effet d'assister le susnommé lors de son interrogatoire qui aura lieu à notre Cabinet sis au camp de l'unité Yaoundé, le **14 juillet 2020** à **10 heures** précises ;

**En conséquence**

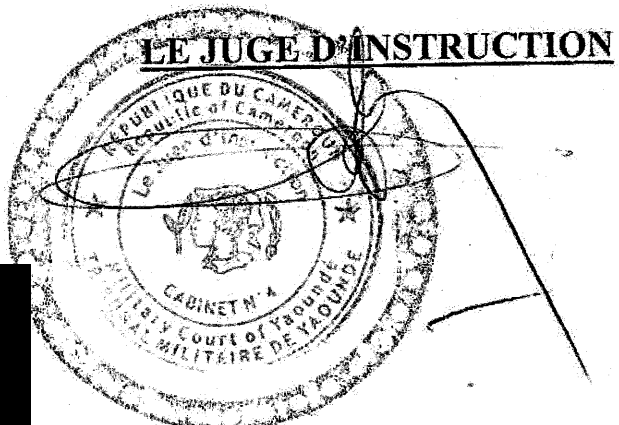
Le dossier de la procédure est tenu à sa disposition le **30/06/2020**.

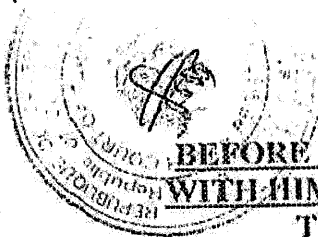
Fait à YAOUNDE, le \_\_\_\_\_

Reçu le 30/06/20 à J/De.....

Par [Signature] AIN.....  
SIGNATURES

[REDACTED]





IN THE HIGH COURT OF FAKO DIVISION  
HOLDEN AT BUEA

BEFORE HIS LORDSHIP JUSTICE [REDACTED]  
WITH HIM [REDACTED]

THIS TUESDAY THE 5<sup>TH</sup> DAY OF NOVEMBER, 2019

SUIT HCF/HB/002/2019

BETWEEN

- 1) [REDACTED] } .....
- 2) JOURNALIST SAMUEL WAZIZI } .....APPLICANTS

VS

- 1) THE PROCUREUR GENERAL, COURT OF APPEAL SOUTH WEST REGION } .....
- 2) THE COMMANDER, 21<sup>ST</sup> MOTORISED INFANTRY BATTALION, BUEA } .....RESPONDENTS

*(Annex 6)*

PARTIES: 1<sup>st</sup> applicant present.  
2<sup>nd</sup> applicant absent.  
1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> respondents absent.

APPEARANCES: [REDACTED] for the applicant.  
[REDACTED] for the 1<sup>st</sup> respondent.

"REPUBLIC OF CAMEROON"  
"IN THE NAME OF THE PEOPLE OF CAMEROON"  
"RULING"

This application was filed in the registry of this court by the applicants through counsel, [REDACTED] of [REDACTED], Buea for a writ of Habeas Corpus ad subjeciendum pursuant to the provisions of sections 584 and 585 of the Criminal Procedure Code for an order for the immediate release of the 2<sup>nd</sup> applicant.

When the application and order were forwarded to the Legal Department, Buea for their submissions, the latter filed a document titled "notice of preliminary objection by the Legal Department, Buea" dated 10<sup>th</sup> September, 2019. Two days later the Legal Department filed submissions in support of their notice of preliminary objection.

The written submissions were signed [REDACTED], Deputy State Counsel, Legal Department, Buea. On 17<sup>th</sup> October, 2019, the applicants through their counsel, [REDACTED] filed a document titled "Applicants' reply to the submissions of the Legal Department in support of notice of preliminary objection".

When the matter came on for hearing on 22<sup>nd</sup> October, 2019, the 1<sup>st</sup> applicant was present while the second was absent. Both applicants were represented by Barrister [REDACTED] and [REDACTED]. The Legal Department were represented by [REDACTED] and [REDACTED], Deputy State Counsel, Legal Department, Buea.

Mr [REDACTED], Deputy State Counsel, submitted that the Legal Department filed a preliminary objection on 3<sup>rd</sup> September, 2019 which hinged on the parties to this suit. He contended that to substantiate the objection filed by the Legal Department they filed written submissions. He adopted and relied on the filed written submissions.

On his part, [REDACTED], counsel for the applicants, submitted that they were served with the preliminary objection filed by the Legal Department and the accompanying written submissions. He maintained that in reply the applicants filed written submissions dated 17<sup>th</sup> October, 2019. He adopted and relied on the said written submissions as part of applicants' arguments in response to the objections raised by the Legal Department.

In the written submissions filed by the Legal Department and signed by the Deputy State Counsel, [REDACTED] to substantiate the objection raised by the Legal Department it is argued that the provisions of section 584(3) of the Criminal Procedure Code had been violated by the applicants. Section 584 (3) of the Criminal Procedure Code provides inter alia that "The application shall be filed either by the person arrested or detained or on his behalf by anyone else". The Deputy State Counsel argued in her written submissions that the applicants in this suit were [REDACTED] and Samuel Wazizi. She wondered whether the two applicants were either arrested or detained or whether they were filing on behalf of the alleged arrested or detained person or persons. She maintained that the applicants in this suit should have been Samuel Wazizi, the 2<sup>nd</sup> applicant allegedly detained herein or the 1<sup>st</sup> applicant, [REDACTED] filing on behalf of the arrested or detained person herein.

I agree with [REDACTED], the Deputy State Counsel that the applicants as stated on the face of the application violate the provisions of section 584(3) of the Criminal Procedure Code. A person cannot be considered an applicant when he or she was not arrested or detained nor is he filing an application on behalf of someone arrested or detained. In the instant case [REDACTED] was not arrested nor was he detained. [REDACTED] cannot therefore considered himself as an applicant on that score. On the face of the application there is no evidence to show that [REDACTED] brought his application on behalf of any person arrested or detained. Having failed to show on the face of the application that he was arrested or detained or that he was bringing an application on behalf of someone who was arrested or detained [REDACTED] application contravenes the provisions of section 584(3) of the Criminal Procedure Code.

Moreover if [REDACTED] considered himself as co-counsel in this matter then his name should not have featured as one of the applicants in the application.

The second issue raised by the Deputy State Counsel in her written submissions is that the Procureur General is not a proper respondent in this suit. She referred the court to section 133(1) of the Criminal Procedure Code which reads "The procureur General at the court of appeal shall ensure that the criminal law is applied throughout the jurisdiction of the court of appeal"

I hold that the provisions of section 133(1) of the Criminal Procedure Code do not make the Procureur General the custodian of any person who cannot be accounted for in his jurisdiction. Moreover the Procureur General cannot be considered as a custodian since he does not manage or control a remand or detention centre. The Criminal Procedure Code does not define the term "custodian" used in section 585(3) of that code. Black's Law Dictionary, Ninth Edition defines the word custodian as "a person or institution that has charge or custody (of a child, property, papers or valuables); Guardian. I find it hard to understand by what stretch of imagination a Procureur General can be considered as a custodian of persons who disappear in his jurisdiction. Nor can I find it plausible that the Commander of a motorized infantry battalion of the army is the custodian of civilians who are arrested in the streets. The fact that the applicants in this suit have accused the Learned Procureur General of the South West Region and the Commander of the 21<sup>ST</sup> motorized battalion, Buea of detaining the 2<sup>ND</sup> applicant suggests that they are not certain of the place where the 2<sup>nd</sup> applicant is being held; they are merely groping in the dark. It is preposterous to suggest that the Learned

Procureur General of the South West Region and the Commander of an infantry battalion of the army are custodians of someone allegedly arrested. The commander of the 21<sup>st</sup> motorized infantry battalion is not an auxiliary of the Learned Procureur General.

Furthermore, the application and its supporting affidavit violate the provisions of section 585(1) (a) of the Criminal Procedure Code which reads " An application for habeas corpus shall be supported by an affidavit and shall state:

- (a) The identity of the applicant and where necessary, that of the person arrested or detained".

Upon a keen examination of the application and the affidavit in support thereof I find that the identity of the 2<sup>nd</sup> applicant Samuel Wazizi is laconic and grossly inadequate. Although the Criminal Procedure Code does not define the word 'identity' as used in section 585(1)(a) of the Criminal Procedure Code to tersely state the identity of an applicant as " a journalist working for CMTV Molyko, Buea" does not satisfy the provisions of section 585(1)(a) of the Criminal Procedure Code.

Lastly and most importantly, there is no evidence in the affidavit linking the respondents herein to the arrest and detention of the 2<sup>nd</sup> applicant. In paragraph thirteen of the affidavit the 1<sup>st</sup> applicant and affiant deposes and states as follows: "That, as I continued to wait at the Judicial Police Division, I received information that journalist Samuel Wazizi- the 2<sup>nd</sup> Applicant herein has been seized and detained by the commander of 21<sup>st</sup> motorized infantry battalion -2<sup>nd</sup> respondent herein" if the averment by the affiant is anything to go by then the Learned Procureur General cannot be considered as the custodian of the 2<sup>nd</sup> applicant. The averments in paragraph thirteen consist of evidence that the deponent was told by an unnamed person. It is trite law that where evidence consists of hearsay evidence of what the deponent was told by an unnamed person it is not permissible. The court has to strike out the offending paragraph or ignore the hearsay in determining the application. See the dictum of Fatayi-Williams JSC in the case of Bardays Bank V Central Bank of Nigeria Ltd (1976) 1 ANLR (Part 1) page 409. In the instant case I have ignored the hearsay evidence in paragraph thirteen of the affidavit. After ignoring or expunging the said averments in paragraph thirteen there is no evidence linking the 2<sup>nd</sup> respondent to the arrest and detention of the 2<sup>nd</sup> applicant.

In final analysis I hold that the application for habeas corpus ad subjiciendum pursuant to sections 584 and 585 of the CPC is misconceived and it is hereby dismissed.

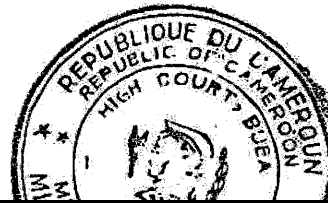
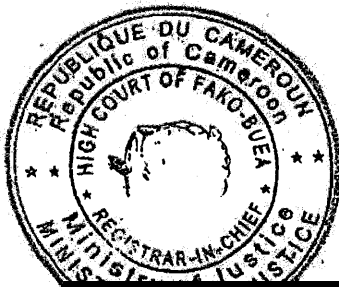
**ORDERS**

1- The costs of these proceedings are assessed and fixed at 26.000 frs hereby set out as follows:

- Registration of judgment ..... 20.000 frs
  - Stamps ..... 6.000 frs
- 

Total cost .....26.000 frs shall be borne by the Public Treasury.

2- The parties are warned of their rights to file an appeal within the time limit provided for by the law;



IN THE HIGH COURT OF FAKO DIVISION  
HOLDEN AT BUEA  
BEFORE HIS LORDSHIP JUSTICE MBOGE WILSON EBONG NGOLE  
WITH HIM Me MANA COLETTE AS REGISTRAR-IN-ATTENDANCE  
THIS TUESDAY THE 9<sup>TH</sup> DAY OF JUNE, 2020

BETWEEN

SUIT HCF/HB/004/2019

BARRISTER [REDACTED]  
(on behalf of journalist ABUWE SAMUEL AJIEKHA)

} .....APPLICANT

VS

- 1) THE REGIONAL DELEGATE, NATIONAL SECURITY SOUTH WEST REGION, BUEA
- 2) THE COMMANDER, 21<sup>ST</sup> MOTORISED INFANTRY BATTALION, BUEA

} .....RESPONDENTS

PARTIES: Applicant- present.  
1<sup>st</sup> Respondent-absent.  
2<sup>nd</sup> Respondent- absent.

*(Annex 11)*

APPEARANCES: Barrister [REDACTED] for the applicant and with him Barrister [REDACTED] and [REDACTED] for the Legal Department.

“REPUBLIC OF CAMEROON”  
“IN THE NAME OF THE PEOPLE OF CAMEROON”  
“COURT ORDER”

This application was filed in the registry of this court on 13<sup>th</sup> November, 2019 by the applicant, Barrister [REDACTED], through his counsel, [REDACTED], for a writ of habeas corpus ad subjiciendum pursuant to the provisions of sections 584 and 585 of the Criminal Procedure Code for an order for the immediate release of the journalist, ABUWE SAMUEL AJIEKHA otherwise known as WAZIZI.

When the application and Order of this court were forwarded to the Legal Department, Buea, the latter filed submissions on the 13<sup>th</sup> May, 2020.

When the application came on for hearing on 14<sup>th</sup> May, 2020 the applicant was present in court. He was represented by his counsel, [REDACTED] while

the Legal Department were represented by Mr [REDACTED], Deputy State Counsel, Legal Department, Buea. Counsel on either side addressed the court on the issues involved in this application and the matter was reserved for today, the 9<sup>th</sup> June 2020, for ruling.

Meanwhile on Friday June 5<sup>th</sup>, 2020 in communiqué [REDACTED] and carried on page 7 of the Monday 8<sup>th</sup> June issue of Cameroon Tribune N° [REDACTED] year, the Head of Communication in the Ministry of Defence Division [REDACTED] declared that the victim in this application was transferred to the Central Criminal Investigation Service of the National Gendarmerie on August 13, 2019 via the Military Security Division and he died while in Yaoundé early on the morning of Saturday August 17, 2019 at 2.13 am.

The court has taken judicial notice of the afore-mentioned communiqué of the Ministry of Defence. If communiqué [REDACTED] issued by the Head of the Communication Division of the Ministry of Defence [REDACTED] is anything to go by then on 13<sup>th</sup> November, 2019 when this application was filed the victim in this application was not only outside the jurisdiction of this court but he was also dead. Section 584 of the Criminal Procedure Code provides that "The President of the High Court of the place of arrest or detention of a person or any other judge of the said court shall have jurisdiction to hear application for immediate release based on grounds of illegality of arrest or detention or failure to observe the formalities as provided by law". In the instant case, this court could not have had jurisdiction to hear and determine an application filed on 13<sup>th</sup> November, 2019 for the immediate release of ABUWE SAMUEL AJIEKHA otherwise known as WAZIZI who was transferred out of the jurisdiction of this High Court about four (4) months previously and had since died. I fervently believe that if the applicant and his counsel were aware that the victim had been whisked off to Yaoundé as far back as 13<sup>th</sup> August, 2019 and that he died shortly afterwards they would not have filed this application.

Upon reading through communiqué [REDACTED] issued on 5<sup>th</sup> June, 2020 by the Head of Communication Division of the Ministry of Defence;

Considering the fact that the victim whose immediate release was being sought by the applicant herein was transferred to Yaoundé long before this application was filed on 13<sup>th</sup> November, 2019;

Considering that the victim was not in the custody of any person within the jurisdiction of this court at the time this application was filed;

Mindful of the provisions of section 584(1) of the Criminal Procedure Code;

I hold that this court lacks the jurisdiction to entertain this application and I hereby declare it inadmissible.

COURT ORDER

*The parties are reminded of their rights to appeal against this ruling within the time limit provided by the law.*

